



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ET DE L'AMENAGEMENT

Bureau de l'environnement

DDDA/BE/ CE

Dossier n°93 S 33 00469 A

Site Internet de la préfecture :

www.pref93.pref.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°2010-0617 DU 12 MARS 2010

**relatif à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes 1, 2 et 3
associées au circuit 1 du bâtiment I par la société GDF SUEZ
sise 361, avenue du Président Wilson à Saint-Denis**

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1^{er} «Installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 512-31 ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux du 13 juin 2000 et du 7 janvier 2002 réglementant les installations classées de la société GDF SUEZ situées 361, avenue du président Wilson à Saint-Denis;

VU la lettre du 29 juin 2009 de la société GDF SUEZ justifiant l'impossibilité technique et économique d'arrêt annuel des tours aéroréfrigérantes 1, 2 et 3 (circuit 1 – bâtiment I) et proposant des mesures compensatoires, conformément à la circulaire du 28 septembre 2006 et à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921 ;

VU le rapport du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées du 23 décembre 2009 proposant de réglementer les mesures compensatoires proposées par l'exploitant concernant le circuit 1 des tours aéroréfrigérantes 1, 2 et 3 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 11 février 2010 ;

CONSIDERANT la justification par la société GDF SUEZ de l'impossibilité technique et économique d'arrêt annuel des tours aéroréfrigérantes 1, 2 et 3 composant le circuit 1 du bâtiment I ;

CONSIDERANT que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant comprennent la maîtrise des facteurs de prolifération des légionelles, la maîtrise de la concentration en légionelles et la surveillance de l'installation (circuit 1) ;

CONSIDERANT que ces mesures compensatoires précisent clairement la stratégie de traitement préventif et curatif de l'installation et ont été établies selon la circulaire du 28 septembre 2006 et l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 qui fixe les conditions d'arrêt annuel de tous les circuits des tours aéroréfrigérantes ;

CONSIDERANT qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société GDF SUEZ a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 22 février 2010 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La société GDF SUEZ dont le siège social est situé 22, rue du Docteur Lancereaux 75392 Paris Cedex 08, devra se conformer aux 8 prescriptions annexées au présent arrêté pour l'exploitation des tours aéroréfrigérantes 1, 2 et 3 composant le circuit 1 du bâtiment I sises 361, avenue du Président Wilson à Saint-Denis.

ARTICLE 2 : Les conditions ci-annexées devront être respectées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié à la société GDF SUEZ par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Denis et pourra y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation classée par le bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 5 : Voies et délais de recours (article L. 514-6 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil.

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de **quatre ans** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Denis, l'inspecteur général, chef du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, le maire de Saint-Denis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture


Serge MORVAN

**Annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire n°10- 0617 du 12 mars 2010
concernant le circuit 1 associé aux tours aéroréfrigérantes 1,2 et 3 soumises à autorisation
conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004**

Condition 1 : La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Elle est réalisée sur chaque tour.

Condition 2 : Un indicateur biologique est mis en place comprenant au minimum des mesures journalières en 3 points et mensuellement en 6 points représentatifs du circuit. Les résultats sont comparés à un référentiel qui définit en particulier les actions à réaliser en cas de dépassement des valeurs de référence.

Condition 3 : Les paramètres physico-chimiques sont réalisés deux fois par semaine (pH, températures, conductivité, TH, TA, TAC). Les résultats sont comparés à un référentiel qui définit en particulier les actions à réaliser en cas de dépassement des valeurs de référence.

Condition 4 : Des rondes de surveillance sont réalisées sur le circuit deux fois par semaine.

Condition 5 : Un nettoyage mécanique, par rotation de chaque tour, est mis en place toutes les 3 semaines, avec analyses en fin de nettoyage.

Condition 6 : Une procédure spécifique au circuit 1 en cas de dépassement 10^3 ufc/l est formalisée. Cette procédure intègre en particulier une mesure de concentration en légionelles 48 heures et 15 jours après traitement.

Condition 7 : Une procédure spécifique au circuit 1 en cas de dépassement 10^5 ufc/l est formalisée. Cette procédure intègre en particulier une mesure de concentration en légionelles 48 heures et 15 jours après traitement. Elle précise aussi qu'à la suite d'une désinfection initiale de l'ensemble du circuit, le nettoyage mécanique de toutes les tours, l'une après l'autre, en commençant par la plus contaminée, est réalisé, une désinfection finale étant ensuite effectuée sur l'ensemble du circuit.

Condition 8 : La procédure en cas de dépassement 10^5 ufc/l est mise en oeuvre annuellement au titre de la maintenance annuelle du circuit 1.